

Questions orales

LES PARCS NATIONAUX

L'EMBAUCHAGE DE PERSONNEL BILINGUE ET
L'AFFICHAGE DE PANCARTES BILINGUES

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien étant absent, c'est au premier ministre que je poserai ma question. Le gouvernement a-t-il maintenant adopté une politique qui oblige les titulaires de concessions à l'intérieur des parcs nationaux du Canada autres que ceux du Québec à embaucher du personnel bilingue, à afficher des pancartes bilingues, et à faire paraître toutes leurs annonces dans les deux langues officielles, sous la menace d'un préavis d'annulation de bail de 90 jours.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je vais m'enquérir de la chose.

* * *

LE CANADIEN PACIFIQUE

LA MENACE DE GRÈVE DES MACHINISTES—LES MESURES
PRÉVENTIVES ENVISAGÉES

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné les indications selon lesquelles la compagnie CP Air pourrait également être touchée par la grève du syndicat des machinistes, le ministre indiquerait-il quelles dispositions son ministère et lui-même ont prises en prévision d'une grève afin de l'éviter?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, des fonctionnaires de mon ministère prennent une part active à la médiation dans ce différend, dans l'espoir d'amener les parties à s'entendre. J'aimerais faire remarquer également que ce différend est intimement lié à celui d'Air Canada et j'espère que lorsqu'un des deux sera réglé, l'autre le sera également.

* * *

● (1520)

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE AUGMENTATION DE LA SOLDE
DES MILITAIRES EN EUROPE EN RAISON DE LA
DÉVALUATION DU DOLLAR

M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle qu'on a posée au ministre de la Défense nationale. Étant donné le mécontentement général parmi le personnel des forces armées en Europe et le fait que le dollar américain a été dévalué deux fois, entraînant une revalorisation du mark allemand, le gouvernement envisage-t-il d'augmenter de nouveau la solde minable du personnel des forces armées en Europe?

[M. l'Orateur.]

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je suis allé en Europe et j'ai rendu visite à nos troupes la semaine dernière; je peux nier catégoriquement qu'il existe un mécontentement généralisé.

Des voix: Bravo!

M. Richardson: Le moral est très bon, notamment parce que nous avons accordé une augmentation de 5 p. 100 pour aider à compenser la dévaluation relative du dollar canadien par rapport au mark allemand.

* * *

LES TRANSPORTS

L'INSUFFISANCE DU SERVICE FERROVIAIRE DANS LE
SUD-OUEST DE L'ONTARIO—L'OPPORTUNITÉ D'UN
SERVICE AÉRIEN

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné que le ministre et la Commission canadienne des transports ont refusé d'accepter la recommandation d'un comité permanent de la Chambre portant sur l'aménagement d'un service ferroviaire adéquat pour les habitants du Sud-Ouest de l'Ontario, pourrait-il envisager sérieusement d'accepter et d'approuver une demande de ligne aérienne dans cette partie de l'Ontario, de manière à ce que les habitants aient au moins un moyen de transport à leur disposition?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suppose que le député sait que je ne puis accepter une demande à cette fin. C'est là le rôle de la Commission canadienne des transports. En outre, je dois lui rappeler que j'ai rencontré le ministre ontarien des Transports et que j'ai discuté de cette question avec lui. Nous espérons trouver des solutions. Jusqu'à présent, en ce qui concerne la suggestion du député, je pense que les personnes faisant la demande devront se présenter devant la CCT.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—POSSIBILITÉ DE MODIFIER LA DATE DE
RETRAIT DU CONTINGENT CANADIEN AU SEIN DE LA
COMMISSION DE CONTRÔLE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au premier ministre.

Vu les pourparlers récents entre MM. Kissinger et Le Duc Tho, le premier ministre pourrait-il dire si le gouvernement a été requis ou considère la possibilité de retarder ou de modifier sa décision de retirer ses troupes du vietnam?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président, la décision et la date annoncée comme date ultime par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il y a quelques semaines, restent finales.